

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

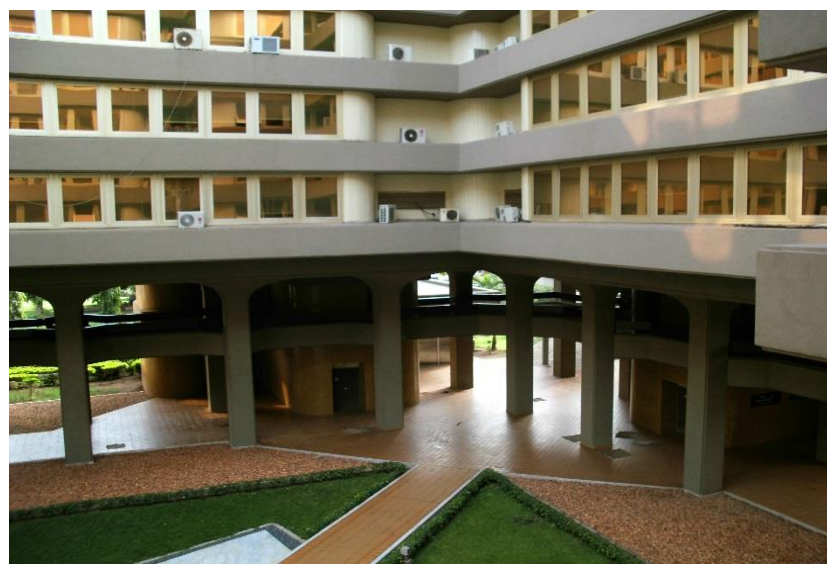
DIRECTION GENERALE DU
BUDGET ET DES FINANCES

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

RAPPORT



**EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT,
GESTION 2018
à fin septembre 2018**



Sommaire

Sommaire	1
Liste des sigles et acronymes	2
Liste des tableaux	3
LISTE DES GRAPHIQUES	4
LISTE DES ANNEXES	4
Introduction	5
I. Le contexte de l'exécution du budget	6
II. La réalisation des recettes du budget général	8
1. Les recettes budgétaires	9
a. Les recettes fiscales.....	10
b. Les recettes non fiscales	15
c. Les dons projets et les dons programmes.....	18
2. Les ressources de trésorerie	18
III. L'exécution des dépenses du budget général	19
1. Les dépenses budgétaires	20
a. Les charges financières de la dette.....	23
b. Les dépenses de personnel.....	24
c. Les dépenses d'acquisition des biens et services.....	25
d. Les dépenses de transfert.....	25
e. Les dépenses d'investissement	25
2. Les charges de trésorerie	28
IV. L'exécution des comptes spéciaux du Trésor (CST)	29
V. Le solde budgétaire	31
CONCLUSION	33
ANNEXES	34

Liste des sigles et acronymes

CST	Comptes Spéciaux du Trésor
DGBF	Direction Générale du Budget et des Finances
DNCF	Direction Nationale du Contrôle Financier
DDPF	Direction de la Dette Publique et du Financement
DF	Direction des Finances
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FNAFPP	Fonds National d'Apprentissage, de Formation et de Perfectionnement Professionnel
FNDF	Fonds National du Développement Forestier
FPDT	Fonds de Promotion et de Développement du Tourisme
FSDH	Fonds Spécial pour le Développement de l'Habitat
IMF	Impôt Minimum Forfaitaire
IRPP	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques
IS	Impôt sur les Sociétés
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
OTR	Office Togolais des Recettes
PAPV	Programme d'Appui aux Populations Vulnérables
PGE	Paierie Générale de l'Etat
PIP	Programme des Investissements Publics
PUDC	Programme d'Urgence de Développement Communautaire
RGE	Recette Générale de l'Etat
SAFER	Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier
SCAPE	Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SP- PRPF	Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers
TPJH	Taxe sur les Produits des Jeux de Hasard
TSFCB	Taxe Spéciale sur la Fabrication et le Commerce des Boissons
TPU	Taxe Professionnelle Unique
FAT	Forces armées Togolaise

Liste des tableaux

Tableau n° 1.	Réalisation des recettes du budget général (en milliards de FCFA).....	8
Tableau n° 2.	Réalisation des recettes budgétaires (en milliards de FCFA)	9
Tableau n° 3.	Situation détaillée du recouvrement des recettes fiscales (en milliards de FCFA)	11
Tableau n° 4.	Réalisation et répartition des recettes liquides et non liquides (CI et CDDI) (en milliards de FCFA).....	12
Tableau n° 5.	Impôts recouvrés par les commissariats des impôts et des douanes et des droits indirects (en milliards de FCFA)	13
Tableau n° 6.	Autres recettes du commissariat des douanes (en milliers de FCFA)..	14
Tableau n° 7.	Taxes recouvrées par le commissariat des douanes et droits indirects (en milliards de FCFA)	14
Tableau n° 8.	Produits des amendes des Commissariats des impôts et des douanes ..	15
	(en milliards de FCFA)	15
Tableau n° 9.	Situation détaillée du recouvrement des recettes non fiscales	16
	(en milliards de FCFA)	16
Tableau n° 10.	Dons projets et dons programmes (en milliards de FCFA).....	18
Tableau n° 11.	Ressources de trésorerie (en milliards de FCFA)	18
Tableau n° 12.	Exécution globale des dépenses du budget général (en milliards de FCFA)	19
Tableau n° 13.	Exécution des dépenses budgétaires (en milliards de FCFA)	20
Tableau n° 14.	Répartition et incidence des autorisations de dépenses sur l'exécution budgétaire (en milliards de FCFA).....	21
Tableau n° 15.	Exécution des dépenses aux différentes phases de la chaîne de la dépense (en milliards de FCFA).....	23
Tableau n° 16.	Tableau récapitulatif des exécutions des investissements	
	publics par fonction (en milliards de FCFA)	26
Tableau n° 17.	Exécution du PIP par fonction sur ressources externes	
	(en milliards de FCFA)	27
Tableau n° 18.	Exécution du PIP par fonction sur ressources internes (en milliards de FCFA)	27
Tableau n° 19.	Situation de l'exécution des comptes d'affectation spéciale (CAS)	
	(en milliards de FCFA)	29
Tableau n° 20.	Situation de l'exécution des comptes d'avances (en milliards de FCFA)..	
	30
Tableau n° 21.	Situation résumée de l'exécution du budget de l'Etat	32

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n° 1.	Réalisation des recettes budgétaires	10
Graphique n° 2.	Recouvrement des recettes fiscales	11
Graphique n° 3.	Incidence des autorisations de dépenses sur l'exécution	22

LISTE DES ANNEXES

Annexe n° 1.	Etat d'entrée dans la fonction publique à fin juin de l'année 2018	34
Annexe n° 2.	Tableau détaillé sur les prévisions et décaissements des dons	35
	(en milliards de FCFA)	35
Annexe n° 3.	Tableau détaillé sur les prévisions et décaissements des emprunts	36
	(en milliards de FCFA)	36

Introduction

L'article 74 de la loi organique n° 2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances (LOLF) prévoit que « sans préjudice des pouvoirs généraux de contrôle du Parlement, les commissions des finances veillent au cours de la gestion annuelle, à la bonne exécution des lois de finances. A cette fin, le Gouvernement transmet trimestriellement au Parlement, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget et l'application de la loi de finances. Ces rapports sont mis à la disposition du public ».

La production et la publication de ces documents trimestriels répondent à une exigence de transparence en mettant à la disposition du Parlement et du public l'information sur l'exécution du budget. Ces rapports permettent au Parlement de suivre le respect de l'autorisation donnée lors du vote de la loi de finances et au Gouvernement d'orienter ses décisions en matière budgétaire.

Ce rapport présente la réalisation des recettes et l'exécution des dépenses du budget de l'Etat au 30 septembre 2018.

I. Le contexte de l'exécution du budget

Le budget de l'Etat constitue l'instrument essentiel de la mise en œuvre de la politique budgétaire qui tire sa source de la politique générale du Gouvernement.

La loi de finances de l'année 2018 intervient dans un contexte où notre pays s'est engagé sur la voie de nouvelles réformes structurelles visant à renforcer l'assainissement des finances publiques. Elle répond d'une part, à une nouvelle stratégie nationale de développement élaborée par le Gouvernement en remplacement de la SCAPE qui a pris fin en 2017 et d'autre part, à la poursuite de la mise en œuvre du programme conclu avec le FMI. Cet accord triennal soutenu par la Facilité élargie de crédits (FEC) prévoit un nouveau cadrage macroéconomique et a pour objectifs de :

- consolider la stabilité macroéconomique et promouvoir une croissance durable et inclusive ;
- réduire le déficit budgétaire global de manière significative afin d'assurer la viabilité à long terme de la dette et de la position nette extérieure ;
- recentrer la politique économique sur une croissance durable et inclusive en mettant l'accent sur les dépenses sociales et les dépenses d'infrastructures.

Le Gouvernement, au demeurant, entend accorder une importance au programme d'urgence de développement communautaire (PUDC), au programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV) et aux agropoles dans la politique de développement de notre pays.

Au regard de l'attention particulière que le Gouvernement voudrait accorder à la problématique de l'endettement et à l'amélioration des conditions de vie des populations, la politique budgétaire sera axée sur la poursuite des efforts de mobilisation des ressources internes, une meilleure allocation de ces ressources sur la base de l'efficacité des investissements publics et la maîtrise des dépenses courantes concourant à la réduction du déficit budgétaire à un taux de 1,17% du PIB contre une norme de l'UEMOA de 3%.

En matière des ressources, les réformes fiscales seront poursuivies et des efforts seront intensifiés pour améliorer les recouvrements par le renforcement et la modernisation des systèmes de collecte.

Afin de prévenir tout dérapage de nature à fragiliser les équilibres macroéconomiques, une gestion prudente et efficiente des dépenses sera de rigueur. Les dépenses d'investissement seront exécutées conformément aux priorités de la politique définie par le Gouvernement. Une stratégie d'endettement prudente sera poursuivie. Le Gouvernement mettra un accent sur le recours aux dons projets et dons programmes et privilégiera les emprunts concessionnels tout en veillant à la soutenabilité à moyen et à long termes de la dette publique. Les dépenses vont être orientées vers les secteurs sociaux notamment l'éducation, la santé, le développement socioéconomique de base en milieu rural et semi-urbain à travers les deux programmes majeurs que sont le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) et le Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV).

Ces actions visent à redonner un nouveau souffle à l'économie nationale notamment au secteur privé destiné à jouer un rôle plus important dans la consolidation de la croissance.

L'exécution du budget 2018 va donc contribuer à la maîtrise des grands équilibres macroéconomiques et budgétaires et à la priorisation des dépenses d'investissement favorisant une croissance soutenue et inclusive. Cela impose la poursuite et l'approfondissement des réformes fiscales notamment l'élargissement de l'assiette fiscale, la promotion du civisme fiscal, la lutte contre la fraude et une politique fiscale innovante permettant l'amélioration du taux de pression fiscale.

II. La réalisation des recettes du budget général

Les recettes du budget général sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

A fin septembre 2018, le taux de réalisation des recettes du budget général est de 61,85%, soit un montant de recettes recouvrées de 808,75 milliards de FCFA contre des prévisions annuelles de 1 307,56 milliards de FCFA. Les recettes du budget général sont en augmentation de 0,77% par rapport à la même période en 2017.

**Tableau n° 1. Réalisation des recettes du budget général
(en milliards de FCFA)**

LIBELLES	LFR	Cumul au 30 juin 2018	Réalisation 3^e trimestre 2018	Cumul au 30 sept 2018	Taux de réalisation	Réalisation fin sept 2017	Taux de variation 2017 - 2018
RECETTES BUDGETAIRES	832,00	323,70	141,03	464,73	55,86%	460,55	0,91%
Recettes fiscales	616,62	269,29	131,65	400,94	65,02%	389,05	3,06%
Recettes non fiscales	84,80	37,84	6,93	44,77	52,79%	38,32	16,83%
Dons projets	95,71	16,57	2,45	19,02	19,87%	26,64	-28,60%
Dons programmes (Appuis budgétaires)	34,86	0,00	0,00	0,00	0,00%	6,54	-100,00%
RECETTES DE TRESORERIE	475,56	98,60	245,42	344,02	72,34%	342,05	0,58%
Emprunts projets	123,87	10,77	2,80	13,57	10,95%	19,44	-30,20%
Emprunts obligataires	311,29	67,93	242,62	310,55	99,76%	267,89	15,92%
Autres emprunts	40,40	19,90	0,00	19,90	49,26%	54,72	-63,63%
TOTAL GENERAL	1307,56	422,30	386,45	808,75	61,85%	802,60	0,77%

Sources : DGBF, RGE, OTR, DDPF, ACCE

1. Les recettes budgétaires

Selon l'article 8 de la LOLF n° 2014-013 du 27 juin 2014, les recettes budgétaires comprennent les impôts, les taxes ainsi que les produits des amendes, les rémunérations des services rendus et redevances, les fonds de concours, dons et legs, les revenus des domaines et des participations financières ainsi que les produits divers.

Dans la loi de finances 2018, les prévisions relatives à ces recettes sont présentées par nature économique de la manière suivante : les recettes fiscales, les recettes non fiscales, les dons projets et les dons programmes.

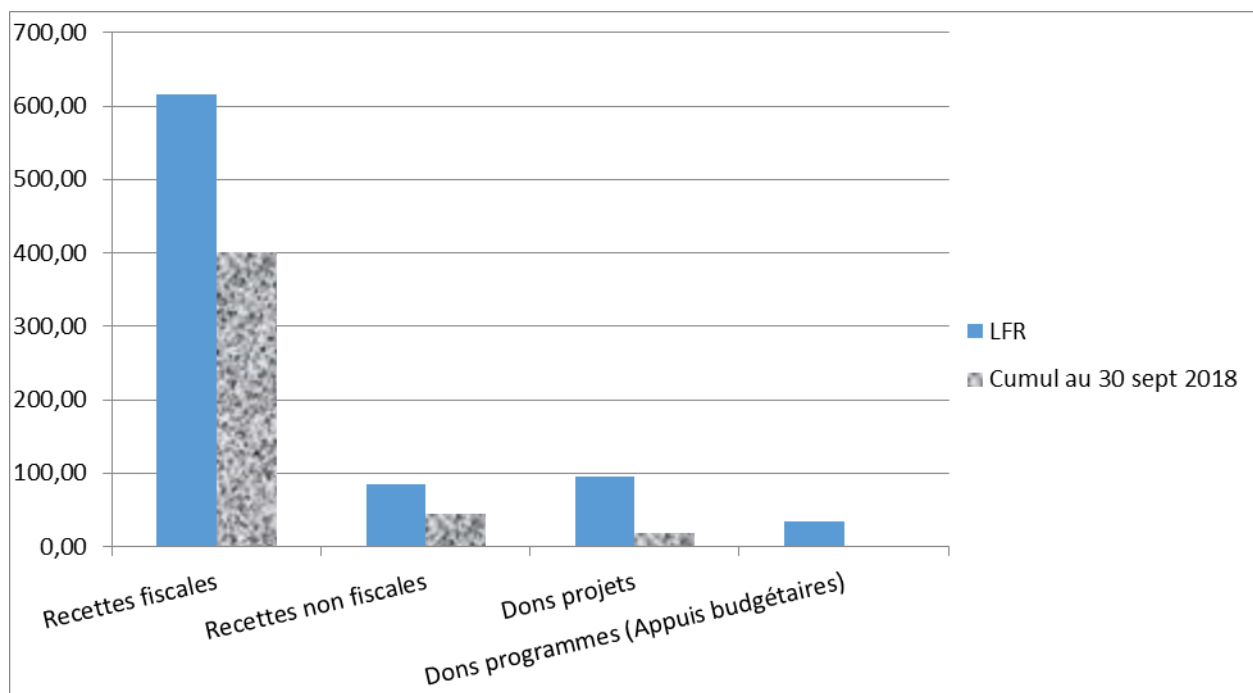
Au 30 septembre 2018, le taux de réalisation des recettes budgétaires est de 55,86%, soit un montant de 464,73 milliards de FCFA contre des prévisions annuelles de 832,00 milliards de FCFA. On note une augmentation de 0,91% par rapport à fin septembre 2017 due essentiellement au niveau élevé de réalisation des recettes fiscales et non fiscales.

Tableau n° 2. Réalisation des recettes budgétaires (en milliards de FCFA)

LIBELLES	LFR	Cumul au 30 juin 2018	Réalisation 3^e trimestre 2018	Cumul au 30 sept 2018	Taux de réalisation	Réalisation fin sept 2017	Taux de variation 2017 - 2018
Recettes fiscales	616,62	269,29	131,65	400,94	65,02%	389,05	3,06%
Recettes non fiscales	84,80	37,84	6,93	44,77	52,79%	38,32	16,83%
Dons projets	95,71	16,57	2,45	19,02	19,87%	26,64	-28,60%
Dons programmes (Appuis budgétaires)	34,86	0,00	0,00	0,00	0,00%	6,54	-100,00%
TOTAL GENERAL	832,00	323,70	141,03	464,73	55,86%	460,55	0,91%

Sources : DGBF, RGE, OTR, DDPF

Réalisation des recettes budgétaires



Source : DGBF

a. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales sont les recettes résultant des prélèvements obligatoires opérés par l'Etat sous forme d'impôts et taxes.

Au 30 septembre 2018, pour une prévision annuelle des recettes fiscales de 616,62 milliards de FCFA, 400,94 milliards de FCFA ont été recouvrés, soit un taux de réalisation de 65,02%.

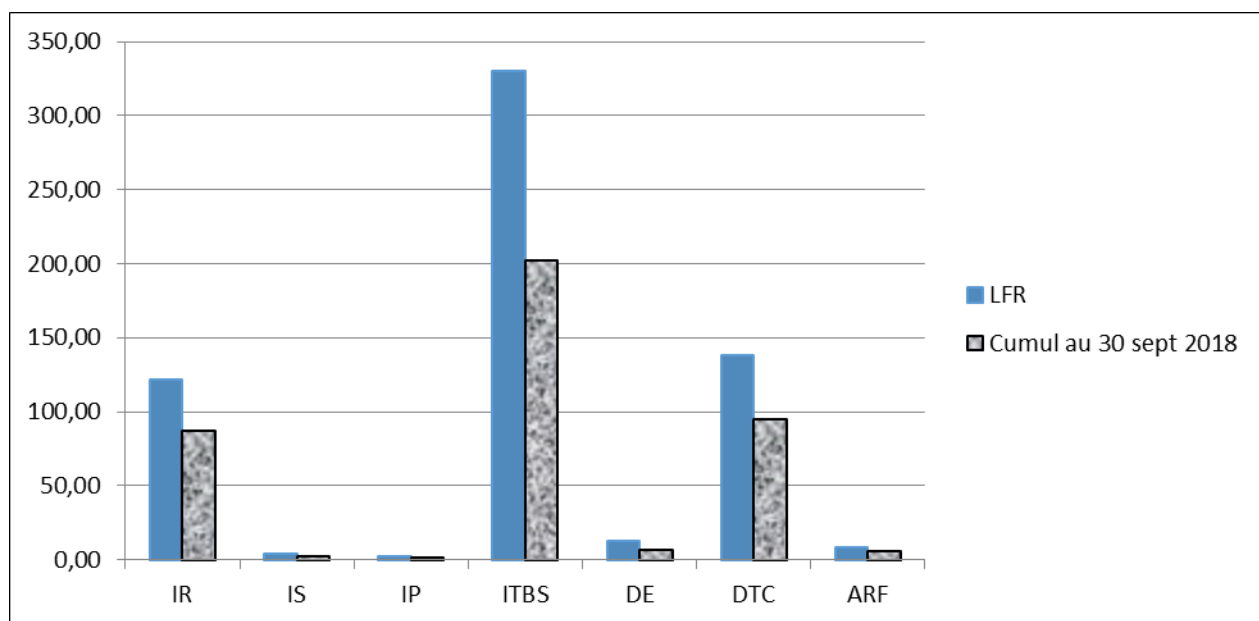
Comparée à la réalisation de la même période en 2017, on note une hausse de 3,06%, soit 11,89 milliards de FCFA en valeur absolue.

**Tableau n° 3. Situation détaillée du recouvrement des recettes fiscales
(en milliards de FCFA)**

LIBELLES	LFR	Cumul au 30 juin 2018	Réalisation 3^e trimestre 2018	Cumul au 30 sept 2018	Taux de réalisation	Réalisation fin sept 2017	Taux de variation 2017 - 2018
Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital (IR)	121,97	59,29	27,75	87,04	71,36%	80,59	7,99%
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations (IS)	3,74	1,75	0,75	2,50	66,64%	2,49	0,19%
Impôts sur le patrimoine (IP)	1,84	0,62	0,60	1,22	66,27%	1,21	0,52%
Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (ITBS)	330,02	135,30	66,84	202,14	61,25%	194,71	3,82%
Droits de timbre et d'enregistrement (DE)	12,49	4,55	2,28	6,84	54,73%	11,48	-40,45%
Droits et taxes sur le commerce extérieur et les transactions internationales (DTC)	137,96	64,72	30,47	95,19	69,00%	91,78	3,72%
Autres recettes fiscales (ARF)	8,59	3,06	2,96	6,02	70,03%	6,79	-11,32%
TOTAL	616,62	269,29	131,65	400,94	65,02%	389,05	3,06%

Source: OTR

Graphique n°2. Recouvrement des recettes fiscales



Source: DGBF

Parmi les recettes recouvrées au 30 septembre 2018, certaines ne donnent pas lieu à des encaissements effectifs ; elles sont qualifiées de recettes non liquides. La réalisation et la répartition des recettes liquides et non liquides sont présentées dans le tableau 4 suivant :

**Tableau n° 4. Réalisation et répartition des recettes liquides et non liquides
(en milliards de FCFA)**

LIBELLES	LFR	Cumul au 30 juin 2018	Réalisation 3^e trimestre 2018	Cumul au 30 sept 2018	Taux de réalisation	Réalisation fin sept 2017	Taux de variation 2017 - 2018
Recettes liquides	518,30	239,26	115,39	354,64	68,42%	330,32	7,36%
Recettes non liquides	98,32	30,04	16,26	46,30	47,09%	58,73	-21,18%
Exonérations	68,07	20,51	12,80	33,31	48,94%	43,21	-22,89%
Chèques trésors	30,26	9,53	3,46	12,98	42,91%	15,53	-16,39%
TOTAL	616,62	269,29	131,65	400,94	65,02%	389,05	3,06%

Source : OTR

Les recettes fiscales, constituées essentiellement des impôts, des taxes et des produits des amendes, sont collectées par le Commissariat des impôts (CI) et le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) de l'OTR.

- *Impôts*

Pour une prévision annuelle de 608,14 milliards de FCFA, les recouvrements au 30 septembre 2018 s'élèvent à 388,93 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 63,95%. Ils connaissent une hausse de 1,59% par rapport à la même période un an plus tôt. Le détail de ces impôts par commissariat est consigné dans le tableau 5 ci-après :

Tableau n° 5. Impôts recouverts par les CI et CDDI (en milliards de FCFA)

STRUCTURES	LIBELLES	LFR	RECOUVREMENT					
			Cumul au 30 juin 2018	Réalisation 3è trimestre 2018	Cumul au 30 sept 2018	Taux de réalisation	Réalisation fin sept 2017	Taux de variation 2017 - 2018
COMMISSARIAT DES IMPÔTS	Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers	0,27	0,19	0,09	0,28	103,96%	0,28	0,86%
	Retenue sur les revenus des capitaux mobiliers	10,57	5,96	4,01	9,97	94,40%	8,41	18,64%
	IRPP (non ventilé)	34,26	15,96	8,31	24,27	70,85%	22,85	6,20%
	Impôt sur les Sociétés	66,76	32,89	13,29	46,18	69,17%	42,70	8,13%
	Prélèvement BIC	8,75	3,74	1,82	5,56	63,57%	5,41	2,76%
	Droits d'Immatr. /Prop. Foncière	0,27	0,13	0,14	0,27	99,96%	0,17	63,06%
	Droits d'Accises/Produits Pétroliers	24,25	12,43	5,40	17,83	73,52%	15,75	13,21%
	<i>dont SAFER</i>	14,48	7,45	2,13	9,58	66,17%	9,10	5,24%
	Autres Droits d'Accises	13,07	5,84	2,71	8,55	65,43%	8,16	4,80%
	Droits de Timbres	3,72	1,51	0,71	2,22	59,61%	2,50	-11,18%
	dont Vignettes & Carnets TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	-
	Droits d'enregistrement	8,77	3,05	1,57	4,62	52,65%	8,98	-48,58%
	TC-IRPP	1,37	0,55	0,22	0,77	56,32%	0,94	-17,82%
	Taxe/Salaire	3,74	1,75	0,75	2,50	66,64%	2,49	0,19%
	TSFCB	1,55	0,72	0,34	1,06	68,20%	0,94	12,90%
	Taxe Fonc. /PB	1,57	0,50	0,45	0,95	60,44%	1,05	-9,42%
	TPU (45%)	0,58	0,26	0,11	0,36	63,07%	0,37	-2,32%
	Taxe professionnelle	6,96	2,56	2,72	5,27	75,76%	5,51	-4,31%
	Taxe sur les Véhicules des Sociétés (TVS)	0,37	0,27	0,01	0,28	76,69%	0,26	10,61%
	Taxe sur Valeur Ajoutée (TVA)	114,74	38,23	20,31	58,55	51,03%	62,81	-6,78%
	Taxe sur les Activités Financières (TAF)	13,36	5,80	2,95	8,75	65,47%	8,59	1,88%
TPJH	1,41	0,59	0,31	0,91	64,12%	0,86	4,80%	
Taxe/Conv. d'assurance	2,63	1,28	0,57	1,85	70,32%	1,73	6,65%	
TOTAL CI	318,96	134,19	66,80	200,99	63,01%	200,75	0,12%	
COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	Droit de douane	99,10	44,58	21,85	66,43	67,03%	62,68	5,98%
	Redevance Statistique	24,06	6,95	4,85	11,80	49,02%	18,81	-37,31%
	Timbre Douanier	0,31	0,14	0,07	0,21	68,70%	0,21	2,33%
	Prélèvement National de Solidarité	3,89	1,87	0,98	2,85	73,24%	2,60	9,74%
	Taxe sur la valeur ajoutée	158,65	70,14	34,23	104,37	65,79%	95,62	9,16%
	Taxe à l'exportation	3,16	1,56	0,71	2,27	71,82%	2,16	5,20%
	TOTAL CDDI	289,18	125,24	62,70	187,93	64,99%	182,08	3,22%
TOTAL CI +CDDI	608,14	259,43	129,50	388,93	63,95%	382,83	1,59%	

Source :

- *Autres recettes*

Pour une prévision annuelle de 3,32 milliards de FCFA, les recouvrements à fin septembre 2018 s'élèvent à 8,36 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 251,84%. Elles sont

en hausse de 219,85% par rapport à la même période en 2017. Cette forte hausse s'explique par la vente en 2018 des produits issus de la contrebande. Le détail des autres recettes est consigné dans le tableau 6 ci-après :

Tableau n° 6. Autres recettes du commissariat des douanes (en milliards de FCFA)

STRUCTURES	LIBELLES	LFR	Cumul au 30 juin 2018	Réalisation 3 ^e trimestre 2018	Cumul au 30 sept 2018	Taux de réalisation	Réalisation fin sept 2017	Taux de variation 2017 - 2018
COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	Cartes et Vignettes	0,67	0,41	0,24	0,65	96,97%	0,47	38,89%
	Produits des Obligations Cautionnées	0,00	-	-	0,00		0,00	
	Produits des Crédits en Douane	0,01	0,00	0,00	0,01	52,36%	0,01	-0,74%
	Remise 10%	0,00	-	-	0,00		0,00	
	Entrepôts Fictifs 10%	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	-16,89%
	Confiscations et Ventes en Douanes	2,64	6,96	0,74	7,70	291,72%	2,14	259,75%
TOTAL		3,32	7,38	0,98	8,36	251,84%	2,61	219,85%

Source : OTR

- *Taxes*

Les taxes, prévues pour 3,99 milliards de FCFA, ont été recouvrées à hauteur de 2,98 milliards de FCFA à fin septembre 2018, soit un taux de réalisation de 74,56% enregistrant ainsi une hausse de 15,92% par rapport à la même période de l'année 2017 comme illustré dans le tableau 7 ci-après :

Tableau n° 7. Taxes recouvrées par le commissariat des douanes et droits indirects (en milliards de FCFA)

STRUCTURES	LIBELLES	LFR	Cumul au 30 juin 2018	Réalisation 3 ^e trimestre 2018	Cumul au 30 sept 2018	Taux de réalisation	Réalisation fin sept 2017	Taux de variation 2017 - 2018
COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	Taxe de protection et d'entretien des infrastructures 80%	3,99	1,98	1,00	2,98	74,56%	2,57	15,92%
TOTAL		3,99	1,98	1,00	2,98	74,56%	2,57	15,92%

Source : OTR

- *Produits des amendes*

Pour une prévision annuelle de 1,17 milliard de FCFA de produits des amendes, les réalisations à fin septembre 2018 s'élèvent à 0,68 milliard de FCFA, soit un taux de 58,04% enregistrant une diminution de 34,68% par rapport à la même période de l'année 2017 comme l'indique le tableau 8 ci-après:

Tableau n° 8. Produits des amendes des Commissariats des impôts et des douanes (en milliards de FCFA)

STRUCTURES	LIBELLES	LFR	Cumul au 30 juin 2018	Réalisation 3 ^e trimestre 2018	Cumul au 30 sept 2018	Taux de réalisation	Réalisation fin sept 2017	Taux de variation 2017 - 2018
Commissariat des Impôts	Amendes & Pénalités	1,06	0,24	0,14	0,38	36,01%	0,90	-57,85%
Commissariat des Douanes et Droits Indirects		0,12	0,27	0,03	0,30	259,49%	0,14	116,13%
TOTAL		1,17	0,51	0,17	0,68	58,04%	1,04	-34,68%

Source : OTR

b. Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont des recettes qui comportent une contrepartie directe. Elles sont d'origines diverses et représentent toutes les recettes qui ne sont liées ni à un impôt, ni à une taxe. Il s'agit des rémunérations pour services rendus, les revenus divers et les dividendes.

Pour une prévision annuelle de 84,80 milliards de FCFA, les recettes non fiscales recouvrées à fin septembre 2018 se chiffrent à 44,77 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 52,79%.

Comparées aux recouvrements de fin septembre 2017 qui étaient de 38,32 milliards de FCFA, on note une augmentation de 06,45 milliards de FCFA, soit un taux de progression de 16,83% dû au recouvrement des redevances téléphoniques.

**Tableau n° 9. Situation détaillée du recouvrement des recettes non fiscales
(en milliards de FCFA)**

LIBELLES	LFR	Cumule au 30 juin 2018	Réalisation 3 ^e trimestre 2018	Cumule au 30 sept 2018	Taux de réalisation	Réalisation fin sept 2017	Taux de variation 2017 - 2018
Revenus de l'Entreprise et du Domaine	49,58	22,06	2,75	24,81	50,04%	16,56	49,82%
Produits et participations financières: dividendes	28,95	5,07	2,03	7,10	24,53%	10,79	-34,20%
Loyers d'immeuble	0,55	0,14	0,05	0,19	34,55%	0,17	11,76%
Redevances téléphoniques	15,00	15,00	0,00	15,00	100,00%	1,57	855,41%
Redevances minières	2,50	1,62	0,00	1,62	64,80%	1,10	47,27%
Fonds Réhabilitation AIGE	2,10	0,00	0,67	0,67	31,90%	2,58	-74,03%
Produits d'adjudication des biens réformés	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	-
Autres recettes (Contour Global)	0,45	0,23	0,00	0,23	51,11%	0,35	-34,29%
Droits et frais administratifs	8,32	2,79	1,26	4,05	48,68%	3,97	2,02%
Régies de recettes	5,27	1,94	1,02	2,96	56,17%	2,53	17,00%
ARTP	0,45	0,10	0,00	0,10	22,22%	0,23	-56,52%
Dir. Générale de la Doc. Nationale (RDI)	0,80	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	-
Groupe ANTASER-AFRIQUE au Togo	1,80	0,75	0,24	0,99	55,00%	1,21	-18,18%
Autres Recettes Non Fiscales	19,39	7,63	2,27	9,90	51,06%	12,80	-22,66%
Prélèvement pour l'Apurement de la Dette du Secteur Pétrolier (PADSP)	14,46	7,18	2,09	9,27	64,11%	9,51	-2,52%
Autres recettes non fiscales non ventilées ailleurs (SRT, recettes consulaires, divers reversements)	4,93	0,45	0,18	0,63	12,78%	3,29	-80,85%
Produits Exceptionnels	1,72	0,15	0,14	0,29	16,86%	0,00	-
Recettes en atténuation de dépenses	1,72	0,15	0,14	0,29	16,86%	0,00	-
Produits Financiers	5,79	5,21	0,51	5,72	98,79%	4,99	14,63%
Intérêts des placements	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	-
Commissions sur transferts de la Banque Centrale	5,07	5,07	0,00	5,07	100,00%	4,65	9,03%
Gains de change	0,50	0,06	0,18	0,24	48,00%	0,24	0,00%
Autres Produits Financiers (intérêts sur prêts et commissions sur prêts rétrocédés)	0,20	0,08	0,33	0,41	205,00%	0,1	310,00%
TOTAL	84,80	37,84	6,93	44,77	52,79%	38,32	16,83%

Source : RGE

- *Revenus de l'entreprise et du domaine*

Les revenus de l'entreprise et du domaine réalisés à fin septembre 2018 s'élèvent à 24,81 milliards de FCFA contre une prévision annuelle de 49,58 milliards de FCFA, soit un taux de 50,04%.

Comparées aux réalisations de la même période de l'année 2017 qui s'élevaient à 16,56 milliards de FCFA, on observe une augmentation de 08,25 milliards de FCFA, soit un taux de progression de 49,82%. Cette hausse s'explique essentiellement par le recouvrement des redevances téléphoniques pour un montant de 15,00 milliards de FCFA.

- *Droits et frais administratifs*

Prévus pour un montant de 8,32 milliards de FCFA, les droits et frais administratifs au troisième trimestre 2018 ont été recouverts à hauteur de 4,05 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 48,68%.

Le rapprochement de ces réalisations à celles de 2017 de la même période qui se chiffraient à 3,97 milliards de FCFA, fait ressortir une hausse de 0,08 milliard de FCFA, soit un taux d'accroissement de 2,02%. Cet accroissement s'explique par les réalisations des régies de recettes.

- *Autres recettes non fiscales*

Les autres recettes non fiscales ont été recouvrées pour un montant de 9,90 milliards de FCFA contre une prévision annuelle de 19,39 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 51,06%.

Ces réalisations, comparées à celles du troisième trimestre 2017 qui étaient de 12,80 milliards de FCFA, indiquent une baisse de 2,90 milliards de FCFA, soit un taux de régression de 22,66% due essentiellement à la faible réalisation du PADSP suite à la réduction de la redevance sur le litre des produits pétroliers.

- *Produits exceptionnels*

Prévus pour 1,72 milliard de FCFA, ils comprennent les recettes en atténuation des dépenses. Elles ont été réalisées pour 0,29 milliard de FCFA, soit un taux de réalisation de 16,86%.

- *Produits financiers*

Les produits financiers comprennent les intérêts des placements, les commissions sur transferts de la BCEAO, les gains de change et les autres produits financiers.

Pour une prévision annuelle de 5,79 milliards de FCFA, les réalisations se chiffrent à 5,72 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018, soit un taux de recouvrement de 98,79%.

Le rapprochement de ces réalisations à celles de la même période de 2017 qui se chiffraient à 4,99 milliards de FCFA, fait ressortir une hausse de 0,73 milliard de FCFA, soit un taux d'accroissement de 14,63%.

c. Les dons projets et les dons programmes

Le taux de recouvrement des dons projets et des dons programmes (appuis budgétaires) est de 14,57%, soit 19,02 milliards de FCFA pour une prévision de 130,57 milliards de FCFA. Ils ont enregistré une régression de 42,68% comparée à la même période de l'année 2017.

Tableau n° 10. Dons projets et dons programmes (en milliards de FCFA)

LIBELLES	LFR	Cumul au 30 juin 2018	Réalisation 3^e trimestre 2018	Cumul au 30 sept 2018	Taux de réalisation	Réalisation fin sept 2017	Taux de variation 2017 - 2018
Dons projets	95,71	16,57	2,45	19,02	19,87%	26,64	-28,60%
Dons programmes (34,86	0,00	0,00	0,00	0,00%	6,54	-100,00%
TOTAL GENERAL	130,57	16,57	2,45	19,02	14,57%	33,18	-42,68%

Sources : RGE, DDPF

2. Les ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie sont des ressources provenant des produits de privatisation, des emprunts projets, des emprunts obligataires et d'autres emprunts. La loi de finances, gestion 2018, n'a pas prévu les produits de privatisation.

Le taux de réalisation des ressources de trésorerie est de 53,40%, soit 253,94 milliards de FCFA pour une prévision de 475,56 milliards de FCFA. Les ressources de trésorerie ont enregistré une régression de 25,76% comparée à la même période de l'année 2017.

Tableau n° 11. Ressources de trésorerie (en milliards de FCFA)

LIBELLES	LFR	Cumul au 30 juin 2018	Réalisation 3^e trimestre 2018	Cumul au 30 sept 2018	Taux de réalisation	Réalisation fin sept 2017	Taux de variation 2017 - 2018
Emprunts projets	123,87	10,77	2,80	13,57	10,95%	19,44	-30,20%
Emprunts obligataires	311,29	67,93	152,54	220,47	70,82%	267,89	-17,70%
Autres emprunts	40,40	19,90	0,00	19,90	49,26%	54,72	-63,63%
TOTAL GENERAL	475,56	98,60	155,34	253,94	53,40%	342,05	-25,76%

Sources : DGBF, TGE, DDPF

III. L'exécution des dépenses du budget général

Les dépenses du budget général sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

A fin septembre 2018, le taux d'exécution des dépenses du budget général est de 56,63%, soit un montant de 740,44 milliards de FCFA contre des prévisions annuelles de 1 307,56 milliards de FCFA. Par rapport à la même période de l'année 2017, on constate une baisse de 119,00 milliards de FCFA, ce qui correspond à un taux de variation négatif de 13,85%.

Tableau n° 12. Exécution globale des dépenses du budget général (en milliards de FCFA)

LIBELLES	LFR(1)	Cumul au 30 juin 2018	Exécution 3^e trimestre	Cumul au 30 sept 2018 (2)	Taux d'Exécution (3 = 2/1)	Exécution fin sept 2017	Taux de variation 2017-2018
Dépenses budgétaires	920,56	268,81	227,76	496,58	53,94%	468,57	5,98%
Intérêts de la Dette Publique	70,99	24,13	30,46	54,59	76,90%	39,83	37,05%
Dépenses en atténuation de recettes	98,32	30,04	16,26	46,30	47,09%	58,73	-21,17%
Dépenses de Personnel	205,33	90,28	51,08	141,36	68,84%	135,91	4,01%
Dépenses d'acquisition de biens et services	116,16	39,48	66,50	105,98	91,23%	64,02	65,54%
Dépenses de Transfert	119,63	52,70	45,92	98,62	82,44%	90,88	8,51%
Dépenses d'Investissement	310,13	32,18	17,52	49,70	16,02%	79,19	-37,25%
Charges de trésorerie	386,99	156,29	87,61	243,90	63,02%	390,91	-37,61%
Amortissement de la Dette	386,99	156,29	87,61	243,90	63,02%	390,91	-37,61%
TOTAL GENERAL	1307,56	425,10	315,33	740,44	56,63%	859,48	-13,85%

Sources : SIGFIP, DDPF, DF

1. Les dépenses budgétaires

Selon l'article 11 de la LOLF n° 2014-013 du 27 juin 2014, les dépenses budgétaires de l'Etat comprennent les dépenses ordinaires et les dépenses en capital.

Les dépenses ordinaires sont constituées des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des dépenses de transfert courant et des dépenses en atténuation de recettes.

Les dépenses en capital comprennent les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat et les dépenses de transfert en capital.

Tableau n° 13. Exécution des dépenses budgétaires (en milliards de FCFA)

LIBELLES	LFR (1)	Cumul au 30 juin 2018	Exécution 3 ^e trimestre	Cumul au 30 sept 2018 (2)	Taux d'Exécution (3 = 2/1)	Exécution fin sept 2017	Taux de variation 2017-2018
Intérêts de la Dette Publique	70,99	24,13	30,46	54,59	76,90%	39,83	37,05%
Dépenses en atténuation de recettes	98,32	30,04	16,26	46,30	47,09%	58,73	-21,17%
Dépenses de Personnel	205,33	90,28	51,08	141,36	68,84%	135,91	4,01%
Dépenses d'acquisition de biens et services	116,16	39,48	66,50	105,98	91,23%	64,02	65,54%
Dépenses de Transfert	119,63	52,70	45,92	98,62	82,44%	90,88	8,51%
Dépenses d'Investissement	310,13	32,18	17,52	49,70	16,02%	79,19	-37,25%
TOTAL GENERAL	920,56	268,81	227,72	496,54	53,94%	468,57	5,97%

Sources : SIGFIP, DDPF, DF

Sur une prévision de 920,56 milliards de FCFA, les dépenses budgétaires exécutées à fin septembre 2018 s'élèvent à 496,54 milliards de FCFA, soit un taux de 53,94%. Elles enregistrent une hausse de 5,97% par rapport à l'exécution de la même période de l'année 2017 due essentiellement à une évolution des dépenses d'acquisition de biens et services.

Des mouvements de crédits peuvent modifier en cours d'exécution l'autorisation initiale donnée par le Parlement au moment du vote de la loi de finances. Ainsi, le budget est exécuté à partir des dotations finales qui correspondent aux prévisions de la loi de finances modifiées

des mouvements de crédits intervenus après le vote. C'est sur cette base que sont calculés les taux d'exécution budgétaire.

L'exécution des dépenses est encadrée, dès leur engagement, par les fiches d'autorisation de dépenses. Elle est régulée suivant un taux d'ouverture des grandes natures de dépenses.

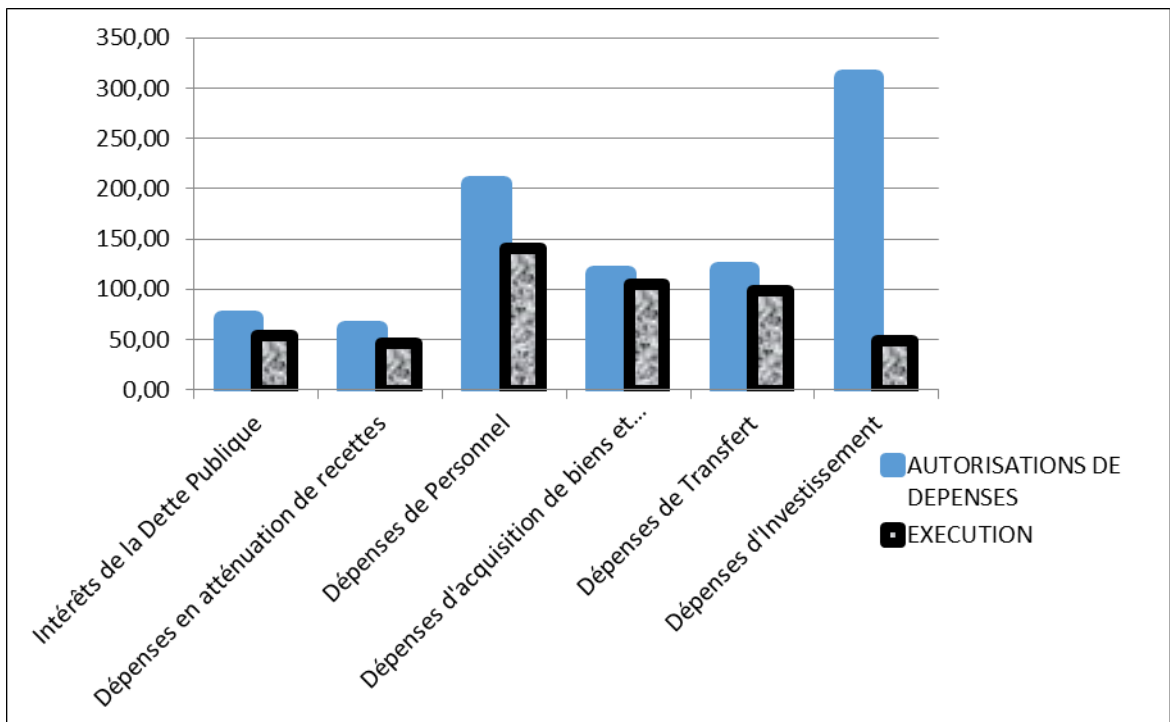
A fin septembre 2018, la part des dépenses autorisées ainsi que leur incidence sur l'exécution de la loi de finances sont retracées dans le tableau 14 suivant :

Tableau n° 14. Incidence des autorisations de dépenses sur l'exécution budgétaire (en milliards de FCFA)

LIBELLES	LFR(1)	AUTORISATIONS DE DEPENSES (2)	30 septembre 2018			
			TAUX DE DEPENSES AUTORISEES (3 = 2/1)	EXECUTION (4)	TAUX D'EXECUTION (5 = 4/1)	TAUX D'EXECUTION DES DEPENSES AUTORISEES (6 = 4/2)
Intérêts de la Dette Publique	70,99	70,99	100,00%	54,59	76,90%	76,90%
Dépenses en atténuation de recettes	98,32	60,96	62,00%	46,30	47,09%	75,95%
Dépenses de Personnel	205,33	205,33	100,00%	141,36	68,84%	68,85%
Dépenses d'acquisition de biens et de services	116,16	115,79	99,68%	105,98	91,23%	91,53%
Dépenses de Transfert	119,63	119,63	100,00%	98,62	82,44%	82,43%
Dépenses d'Investissement	310,13	310,13	100,00%	49,70	16,02%	16,02%
TOTAL	920,57	882,83	95,90%	496,58	53,94%	56,24%

Sources : SIGFIP, DDPF

Graphique n°3. Incidence des autorisations de dépenses sur l'exécution



Source : DGBF

Au titre du troisième trimestre 2018, les dépenses sont globalement autorisées à 95,90%. Sur les grandes natures de dépenses, les dépenses de transfert ont connu la plus forte exécution avec un taux de 82,44%.

Le tableau n°15 présente le taux d'exécution de chaque catégorie de dépenses définie par la LOLF aux différentes phases de la chaîne de la dépense.

Tableau n° 15. Exécution des dépenses aux différentes phases de la chaîne de la dépense (en milliards de FCFA)

LIBELLES	LFR(1)	30-septembre-2018					
		ENGAGEMENT (2)	TAUX D'EXECUTION (3= 2/1)	MANDATEMENT (4)	TAUX D'EXECUTION (5=4/1)	PRISE EN CHARGE (6)	TAUX D'EXECUTION (7=6/1)
Dépenses budgétaires	920,56	426,12	46,29%	496,58	53,94%	423,08	50,53%
Intérêts de la Dette Publique	70,99	11,12	15,66%	54,59	76,90%	54,59	76,90%
Dépenses en atténuation de recettes	98,32	46,30	47,09%	46,30	47,09%	46,30	47,09%
Dépenses de Personnel	205,33	141,36	68,84%	141,36	68,84%	141,36	68,84%
Dépenses d'acquisition de biens et services	116,16	103,06	88,73%	105,98	91,23%	98,84	85,09%
Dépenses de Transfert	119,63	101,51	84,85%	98,62	82,44%	99,78	83,41%
Dépenses d'Investissement	310,13	55,35	17,85%	49,70	16,02%	24,25	7,82%
Charges de trésorerie	386,99	243,90	63,02%	243,90	63,02%	243,90	63,02%
Amortissement	386,99	243,9	63,02%	243,90	63,02%	243,90	63,02%
TOTAL GENERAL	1307,56	702,61	53,73%	740,44	56,63%	709,02	54,22%

Sources : DF, PGE, DDPF, SIGFIP, DNCF

Les dépenses engagées et mandatées se chiffrent respectivement à 702,61 milliards de FCFA et 740,44 milliards de FCFA contre une prévision de 1 307,56 milliards de FCFA, soit des taux d'exécution de 53,73% et 56,63%. Ces dépenses mandatées sont prises en charge à hauteur de 709,02 milliards de FCFA, soit un taux de 54,22%.

a. Les charges financières de la dette

Ce sont les intérêts versés aux créanciers pour le paiement des charges liées aux emprunts de l'Etat.

Pour une prévision de 70,99 milliards de FCFA, on a enregistré un paiement des intérêts de la dette dus par l'Etat à hauteur de 54,59 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 76,90%.

Les intérêts de la dette réglés au 30 septembre 2018 ont connu une hausse de 37,05% par rapport à leur niveau de la même période en 2017.

b. Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel regroupent l'ensemble des dépenses auxquelles l'Etat fait face au titre de son engagement envers des personnes physiques dont il est juridiquement l'employeur et à qui il verse des émoluments, ainsi que toutes dépenses induites par ces versements.

Les dépenses de personnel comprennent principalement les traitements et salaires, les indemnités et primes, les prestations familiales et les cotisations patronales. Elles se composent de catégories à savoir le personnel civil, le personnel militaire et les dépenses communes.

L'ordonnancement des dépenses de personnel pour le compte du troisième trimestre de l'année 2018 s'élève à 51,08 milliards de FCFA, soit 24,88% des prévisions annuelles arrêtées à 205,33 milliards de FCFA. Comparé à l'année 2017 où cet ordonnancement s'établissait à 49,79 milliards de FCFA à la même période, on note un léger accroissement de 1,29 milliard de FCFA, soit un taux de 2,59%.

L'accroissement sensible enregistré au troisième trimestre se justifie principalement par les effets financiers des avancements des fonctionnaires dans leur grade dont le montant s'élève à 4,66 milliards de FCFA et la prise en compte financière de 782 nouvelles recrues dont la rémunération correspondante se chiffre à 0,16 milliard de FCFA. On enregistre pour la même période une annulation de 328 agents pour diverses raisons (départ à la retraite, décès, etc.). Le montant induit est égal à 0,85 milliard de FCFA.

Le cumul des ordonnancements des dépenses de personnel à fin septembre 2018 s'élève à 141,36 milliards de FCFA, soit 68,84% des prévisions estimées à 205,33 milliards de FCFA.

L'effectif du personnel ayant émarginé sur le budget général au cours du trimestre est passé de 47 947 agents le 30 juin 2018 à 48 226 agents à fin septembre 2018, faisant apparaître une hausse de l'effectif de 0,58%. Cette variation s'explique par l'entrée de 782 nouveaux agents et la sortie de 328 anciens (confer état des entrées et sorties en annexe 2 entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre 2018).

c. Les dépenses d'acquisition des biens et services

Ce sont des dépenses qui servent à l'achat des biens et services destinés au fonctionnement des services administratifs.

Le niveau d'ordonnancement des dépenses d'achat des biens et services au troisième trimestre de l'année 2018 est arrêté à 105,98 milliards de FCFA, équivalant à un taux de 91,23% par rapport aux prévisions de l'année, estimées à 116,16 milliards de FCFA.

Rapporté à l'année 2017 où le niveau desdites dépenses se situait à 64,02 milliards de FCFA à la même période, il en résulte une variation à la hausse de 65,54%. Elle s'explique par la forte consommation des crédits globaux qui est passée de 7,70 milliards de FCFA au deuxième trimestre à 50,90 milliards de FCFA au troisième trimestre.

d. Les dépenses de transfert

Les dépenses de transfert correspondent aux sommes que l'Etat alloue à d'autres personnes (publiques ou privées), sans que celles-ci aient rendu effectivement des services économiques. Il s'agit des transferts aux autres administrations publiques, aux institutions à but non lucratif, aux ménages et des bourses.

Au 30 septembre 2018, les dépenses de transfert sont ordonnancées à 98,62 milliards de FCFA, représentant 82,44% des prévisions annuelles fixées à 119,63 milliards de FCFA. A la même période en 2017, ces dépenses sont ordonnancées à hauteur de 90,88 milliards de FCFA.

e. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont des dépenses publiques concernant la création de biens nouveaux qui se traduisent par un enrichissement.

Les dépenses d'investissement sont financées par des ressources internes et des ressources externes.

L'ensemble des dépenses ordonnancées à fin septembre 2018 s'élève à 49,70 milliards de FCFA pour une prévision de 310,13 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 16,02%. A la même période de l'année dernière, ce taux était de 25,54%.

Le montant total des dépenses ordonnancées sur les ressources internes s'élève à 17,11 milliards de FCFA pour une prévision de 90,56 milliards de FCFA, soit un taux de 18,89%. (cf. tableau 18).

Les ressources externes proviennent des emprunts projets, des dons projets et des dons programmes. Les demandes de décaissement visées en partie par la DDPF au 30 septembre 2018 sur les ressources externes se chiffrent à 32,59 milliards de FCFA contre une prévision de 219,58 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 14,84% sur la base des informations disponibles telles que renseignées dans le tableau 17.

Les décaissements sur les dons projets s'élèvent à 19,02 milliards de FCFA contre une prévision de 95,71 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 19,87% (cf. annexe 2).

Les décaissements sur les emprunts projets s'élèvent à 13,57 milliards de FCFA contre une prévision de 123,87 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 10,95%. (cf. annexe 3).

L'exécution de l'ensemble des dépenses d'investissement par secteur se présente comme l'indique le tableau 16 ci-après :

Tableau n° 16. Tableau récapitulatif des exécutions des investissements publics par fonction (en milliards de FCFA)

Fonctions	30-septembre-2018		
	Prévision	Exécution	Taux d'exécution
Services généraux des administrations publiques	70,52	7,08	10,04%
Défense	0,36	0,10	27,66%
Ordre et sécurité publics	5,39	0,11	2,04%
Affaires économiques	177,57	31,98	18,01%
Protection de l'environnement	2,85	0,65	22,92%
Logement et équipements collectifs	0,77	0,31	40,59%
Santé	23,79	1,81	7,60%
Loisirs, culture et culte	2,49	0,02	0,79%
Enseignement	13,20	3,62	27,42%
Protection sociale	13,20	4,02	30,44%
TOTAL	310,13	49,70	16,02%

Sources : DGBF / DDPF

L'exécution des dépenses d'investissement par fonction et par source de financements externe et interne se présente comme l'indique respectivement les tableaux 17 et 18.

**Tableau n° 17. Exécution du PIP par fonction sur ressources externes
(en milliards de FCFA)**

Fonctions	30-septembre-2018		
	Prévision	Exécution	Taux d'Exécution
Services généraux des administrations publiques	23,87	1,37	5,73%
Défense	0,00	0,00	0,00%
Ordre et sécurité publics	4,45	0,08	1,85%
Affaires économiques	138,78	21,79	15,70%
Protection de l'environnement	2,75	0,59	21,52%
Logement et équipements collectifs	0,20	0,18	0,00%
Santé	23,35	1,74	7,43%
Loisirs, culture et culte	2,18	0,00	0,00%
Enseignement	11,39	2,98	26,18%
Protection sociale	12,61	3,86	30,58%
TOTAL	219,58	32,59	14,84%

Sources : DGBF / DDPF

**Tableau n° 18. Exécution du PIP par fonction sur ressources internes
(en milliards de FCFA)**

Fonctions	30 septembre 2018		
	Prévision	Exécution	Taux d'exécution
Services généraux des administrations publiques	46,65	5,71	12,24%
Défense	0,36	0,10	27,66%
Ordre et sécurité publics	0,94	0,03	2,96%
Affaires économiques	38,79	10,19	26,26%
Protection de l'environnement	0,10	0,06	60,00%
Logement et équipements collectifs	0,57	0,13	23,04%
Santé	0,44	0,07	16,34%
Loisirs, culture et culte	0,31	0,02	6,35%
Enseignement	1,81	0,64	35,21%
Protection sociale	0,59	0,16	27,43%
TOTAL	90,56	17,11	18,89%

Sources : DGBF/DDPF

2. Les charges de trésorerie

Elles portent sur le remboursement des amortissements de la dette publique.

D'un montant prévisionnel de 386,99 milliards de FCFA, les amortissements remboursés à fin septembre 2018 s'élèvent 243,90 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 63,02% (cf. Tableau 15).

IV. L'exécution des comptes spéciaux du Trésor (CST)

Des Comptes spéciaux peuvent être ouverts par une loi de finances pour retracer les opérations effectuées par les services de l'Etat. Au titre de la gestion 2018, seul le compte d'affectation spéciale a été ouvert. Il comprend :

- le Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) ;
- le Fonds spécial pour le développement de l'habitat (FSDH) ;
- le Fonds de promotion et de développement du tourisme (FPDT) ;
- le Fonds national du développement forestier (FNDF).

Il importe de souligner que le compte d'avance a connu une exécution malgré qu'aucune prévision n'ait été faite dans la loi de finances rectificative, gestion 2018.

La situation desdits comptes spéciaux est récapitulée dans les tableaux suivants :

**Tableau n° 19. Situation de l'exécution des comptes d'affectation spéciale (CAS)
(en milliards de FCFA)**

CAS	LFR (1)	Recettes	Dépenses (2)	Taux d'exécution (3=2/1)
FNAFPP	1,42	0,58	0,58	40,98%
FSDH	1,42	0,58	0,58	40,98%
FPDT	0,25	0,11	0,00	0,00%
FNDF	0,10	0,11	0,00	0,00%
TOTAL	3,18	1,38	1,16	36,47%

Source : PGE

Pour une prévision de 3,18 milliards de FCFA, les recettes recouvrées s'élèvent à 1,38 milliard de FCFA, soit un taux de réalisation de 43,39%. Le niveau global d'exécution des dépenses par rapport aux prévisions est établi à 36,47%.

Tableau n° 20. Situation de l'exécution des comptes d'avances (en milliards de FCFA)

LIBELLES	LFR(1)	Réalisations (2)	Remboursements (3)	Taux de réalisation (4=2/1)	Taux de Remboursement (5=3/1)
AVANCES	0,00	8,88	2,67	-	-
TOTAL	0,00	8,88	2,67	-	-

Source : TGE

A fin septembre 2018, le montant des avances accordées s'élève à 8,88 milliards de FCFA contre un remboursement d'un montant de 2,67 milliards de FCFA.

V. Le solde budgétaire

Sur la base des encaissements et ordonnancements effectués, la situation de l'exécution du budget de l'Etat au 30 septembre 2018 se présente ainsi qu'il suit:

- des recettes de 718,67, milliards de FCFA contre une prévision de 1 307,56 milliards de FCFA, soit un taux de 54,96%;
- des dépenses de 740,44 milliards de FCFA contre une prévision de 1 307,56 milliards de FCFA, soit un taux de 56,63%;
- un solde d'exécution négatif des comptes spéciaux du Trésor de 5,99 milliards de FCFA ;
- solde général d'exécution négatif de 27,76 milliards de FCFA.

Tableau n° 21. Situation résumée de l'exécution du budget de l'Etat

LIBELLES	30 septembre 2018			Taux de variation 2017-2018
	LFR (1)	EXECUTION (BASE ORDONNANCEMENT) (2)	TAUX D'EXECUTION (3= 2/1)	
RECETTES DU BUDGET GENERAL (a)	1307,56	718,67	54,96%	-10,46%
Recettes budgétaires	832,00	464,73	55,86%	0,91%
Recettes fiscales	616,62	400,94	65,02%	3,06%
Recettes non fiscales	84,80	44,77	52,79%	16,83%
Dons	95,71	19,02	19,87%	-28,60%
Dons programmes	34,86	0,00	0,00%	0,00%
Ressources de trésorerie	475,56	253,94	53,40%	-25,76%
Autres emprunts	40,40	19,90	49,26%	-63,63%
Emprunt obligataire	311,29	220,47	70,82%	-17,70%
Emprunts-projets	123,87	13,57	10,95%	-30,20%
DEPENSES DU BUDGET GENERAL (b)	1307,56	740,44	56,63%	-13,85%
Dépenses budgétaires	920,56	496,54	53,94%	5,97%
Dépense de personnel	205,33	141,36	68,84%	4,01%
Intérêts sur la dette	70,99	54,59	76,90%	37,05%
Dépenses en atténuation de recettes	98,32	46,30	47,09%	-21,17%
Dépenses d'acquisition de biens et services	116,16	105,98	91,23%	65,54%
Dépenses de transfert	119,63	98,62	82,44%	8,51%
Dépenses d'investissement	310,13	49,70	16,02%	-37,25%
Charges de trésorerie	386,99	243,9	63,02%	-2,36%
Amortissement de la dette	386,99	243,90	63,02%	-37,61%
Solde du budget général (c = a - b)	0,00	-21,77		
Recettes (d)	3,18	4,05	127,36%	0,00%
Dépenses (e)	3,18	10,04	315,72%	0,00%
Solde des CST (f = d - e)	0,00	-5,99	0,00%	
Solde général d'exécution	0,00	-27,76		

Source : SIGFIP

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2018 dégage un solde déficitaire de 27,76 milliards de FCFA résultant des recettes encaissées pour 718,67 milliards de FCFA, des dépenses ordonnancées à hauteur de 740,44 milliards de FCFA et du solde négatif des Comptes spéciaux du trésor pour 5,99 milliards de FCFA.

Les taux d'exécution des intérêts de la dette publique, des dépenses d'atténuation de recettes, des dépenses de personnel, de biens et services, de transfert et d'investissement s'élèvent respectivement à 76,90%, 47,09%, 68,84%, 91,23%, 82,44% et 16,02%.

ANNEXES

Annexe n° 1. Etat d'entrée et des sorties dans la Fonction Publique au troisième trimestre de l'année 2018

	Juillet	Août	Septembre	Cumul au 30 Juin 2018	Cumul au 30 Septembre 2018
Effectif des Entrés	171	382	229	252	1 034
Solde correspondante	45 260 845	71 984 067	38 280 980	144 628 824	300 154 716
Effectif des Sortis	211	69	48	1 488	1 816
Solde correspondante	57 514 221	17 534 805	10 278 680	394 777 620	480 105 326
Impact net sur la solde	- 12 253 376	54 449 262	28 002 300	- 266 711 139	- 196 512 953
Montant Rappel 2018	632 919 593	1 716 347 867	2 306 808 087	1 093 218 704	5 749 294 251
Montant Rappel 2017	1 496 388 882	2 273 441 339	999 193 088	1 603 041 297	6 372 064 606

Source : DF

**Annexe n° 2. Tableau détaillé sur les prévisions et décaissements des dons
(en milliards de FCFA)**

Sources de Financement	Prévisions	Exécutions fin septembre	Taux d'exécution
BM	21,29	8,80	41,33%
FAD/BAD	11,82	6,21	52,52%
PAM	0,10	0,00	0,00%
OMC/GFA	0,23	0,00	0,00%
FMLSTP	10,82	0,00	0,00%
FDS GAVI	1,05	0,00	0,00%
AFD	3,58	0,70	19,65%
OMS	0,49	0,00	0,00%
PNUD	1,05	0,00	0,00%
Allemagne/GIZ/KFW	7,28	0,46	6,33%
JICA	12,64	0,00	0,00%
AIEA	0,07	0,00	0,00%
BADEA	0,05	0,01	24,09%
CEB	0,60	0,00	0,00%
OCP MAROC	0,12	0,00	0,00%
UEMOA	2,57	0,00	0,00%
ART&P	0,30	0,00	0,00%
FEM/Fonds Vert	0,06	0,00	0,00%
FEM	0,01	0,00	0,00%
UNICEF	2,13	0,00	0,00%
UNFPA	1,17	0,00	0,00%
PNUE	0,03	0,00	0,00%
FED/UE	18,27	2,84	15,54%
TOTAL	95,71	19,02	19,87%

Source : DDPF

**Annexe n° 3. Tableau détaillé sur les prévisions et décaissements des emprunts
(en milliards de FCFA)**

Sources de Financement	Prévision	Exécution fin septembre	Taux d'exécution
BADEA	10,03	1,47	14,60%
BID	14,87	1,84	12,36%
BOAD	32,43	4,63	14,28%
EO	14,58	0,00	0,00%
BIDC	0,04	0,00	0,00%
EXIM BANK Chine	19,51	0,00	0,00%
EXIM BANK Inde	0,87	0,00	0,00%
CHINE	2,17	0,00	0,00%
FIDA	3,44	0,00	0,00%
FAO/Algérie	0,06	0,00	0,00%
KFW, Allemagne, GIZ	0,46	0,00	0,00%
BAD	5,95	0,31	5,21%
OFID	1,74	0,00	0,00%
BM	15,26	4,90	32,11%
FKD	2,46	0,42	17,24%
TOTAL	123,87	13,57	10,95%

Source : DDPF